



European Milk Board

Un prix juste pour le lait et pour une
production laitière durable en Europe



Communiqué de presse

Bruxelles, le 17 février 2008

European Milk Board (EMB)

Congrès des producteurs de lait le 13 février 2008 à Bruxelles

Environ 4 500 producteurs et productrices de lait, issus de 15 pays européens furent accueillis mercredi sur le site de Tour & Taxis à Bruxelles par **Romuald Schaber**, Président du European Milk Board. En provenance de la Suède et du Danemark en Scandinavie, du Pays de Galles, de l'Ecosse et de l'Irlande, sans oublier des Pays-Bas, de la France, de l'Allemagne, du Luxembourg, de la Suisse, de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Italie, de l'Espagne et de la Croatie, des producteurs de lait s'étaient rassemblés à Bruxelles.

Bien plus nombreux que prévu, les producteurs et productrices de lait affirmèrent unanimement leur appui et leur solidarité envers les objectifs de l'EMB et exposèrent leurs contre-arguments aux plans de la Commission européenne.

„Nous, producteurs de lait affectés par la politique agricole commune, sommes aujourd'hui présents à l'épicentre du pouvoir et demandons la parole“, lança **Romuald Schaber, Président de l'EMB**, à l'entame de son discours d'introduction. « Nous avons le lait que réclament au quotidien tous les citoyens pour satisfaire leurs besoins », souligne le Président de l'EMB en rappelant que les producteurs de lait ne peuvent être privés plus longtemps de leur droit à influencer le marché. « Nous voici aujourd'hui prêts à participer au débat et à la prise de décision car nous n'acceptons plus que les décisions soient prises par-dessus nos têtes. » Selon lui, les producteurs de lait sont parés pour assumer leur responsabilité sur le marché laitier. Schaber en profita pour mettre en exergue l'importance des laiteries : « Nous sommes tous dans le même bateau et devons barrer sur un même cap. En effet, le temps est révolu où les producteurs de lait ramaient en cale à une cadence imposée sur le pont par d'autres soucieux d'augmenter sans cesse cette même cadence. Le lait est un produit trop délicat pour un tel traitement. » La production de lait, c'est l'affaire de tous, selon Schaber qui rejette les projets de la Commission européenne de relever les quotas laitiers et d'abolir les quotas vers 2014/2015 argumentant que cette politique entrave l'instauration d'un prix du lait couvrant les frais de production. « Nous, agriculteurs, sommes déterminés à prendre notre destin en main », c'est sur ces paroles que Romuald Schaber, Président de l'EMB, déclara ouvert le premier congrès européen des producteurs laitiers organisé par l'EMB.

Aux côtés des représentants des fédérations nationales affiliées au European Milk Board et des 4 500 producteurs de lait issus de toute l'Europe, des scientifiques, un représentant de l'industrie laitière et des spécialistes du terrain ont débattu.

L'offensive menée par l'industrie laitière européenne afin d'exporter ses produits de laiterie affecte également grandement les producteurs de lait implantés dans d'autres parties du monde, selon **Hannes Lorenzen**. Il présenta les résultats d'une étude internationale lancée par la Fondation Heinrich Böll et MISEREOR : « Nous ne nous opposons pas au commerce international équitable, toutefois, le dumping social et écologique doit cesser. Telle est notre revendication centrale. » A titre individuel, les pays doivent avoir le droit d'instaurer des normes sociales et écologiques et, ce faisant, de se protéger des importations qui sapent ces normes. Ensuite, le droit doit être conféré aux états de réguler leurs volumes de production. « Les prix également doivent pouvoir être protégés des variations de forte amplitude grâce, par exemple, à des quotas et des régimes d'accès au marché », plaident aussi les auteurs de l'étude qui en appellent à une participation active des acteurs du nord et du sud. En outre, les chaînes de produits devraient être « démocratisées » en ouvrant au grand public l'accès aux informations relatives aux flux commerciaux, aux normes et aux positions sur le marché. « Il nous faut une sorte d'office des cartels afin de brider le pouvoir exercé par une poignée de grandes multinationales », déclare Lorenzen. « Le terme d'entrave au commerce n'est pas injurieux, contrairement à l'usage qui en est souvent fait. Les entraves au commerce servent à protéger la sécurité alimentaire. » Il conseilla aux producteurs de lait de reconquérir leurs marchés locaux et régionaux plutôt que de s'embarquer dans la course aux produits à bas prix à l'échelle mondiale.

Lors de la session thématique consacrée au « marché du lait, coûts et prix », **Daniel-M. Guoin** de la chaire en analyse de la politique agricole de l'Université Laval de Québec démontra, par le truchement d'une étude comparative et de portée mondiale consacrée aux différents régimes du marché du lait, qu'une régulation des volumes et du marché peut être bénéfique tant pour le consommateur que pour le producteur. Ainsi, les consommateurs paient, pour un même panier de denrées composé de produits laitiers, aussi peu au Canada qu'en Nouvelle-Zélande, sachant que le Canada pratique la régulation du marché la plus cohérente de la planète et assure des prix laitiers rémunérateurs et que la Nouvelle-Zélande est le pays dont le marché du lait est le plus libéralisé et dont le prix moyen à la production est le plus bas.

Niek Koning, économiste agronome de l'Université de Wageningen, Pays-Bas, mit en garde contre une abolition de la régulation des volumes laitiers qui pourrait coûter cher au contribuable européen. L'Union européenne, mais aussi les Etats-Unis vécurent des expériences similaires naguère dans le secteur céréalier. L'espoir de la Commission européenne en une accélération de la croissance de la demande mondiale repose sur l'hypothèse que la croissance économique se poursuivra particulièrement en Asie et en Amérique latine. Cependant, personne ne sait si cette hypothèse se vérifiera.

Joop Kleibeuker, Secrétaire général de l'Association laitière européenne (EDA), présenta les évolutions du marché mondial du lait telles qu'observées du point de vue de l'industrie laitière, qui table, par contre, pour les prochaines années sur une demande mondiale excédentaire. Kleibeuker souligna que l'Europe avait perdu sa position historiquement forte sur le marché mondial. A son avis, une croissance plus rentable est possible sans quota.

Dieter Hanselmann, conseiller agricole depuis 20 ans en Allemagne auprès d'exploitations d'élevage laitier performantes, analysa, par le biais d'un comparatif entre les coûts de production et les efforts au travail dans les exploitations allemandes, dans quelle mesure cette croissance est pertinente pour les producteurs. Il arriva à la conclusion suivante : « La croissance n'est, pour le producteur, porteuse de sens que lorsque le prix du lait est bon, à savoir lorsque le producteur est en mesure, grâce au prix versé, de rémunérer sa main d'oeuvre et de se constituer également le capital propre nécessaire. »

Johannes Pfaller, producteur de lait bavarois, jeta, lors de son intervention, un éclairage sur les conséquences de prix laitiers non rémunérateurs sur le quotidien et les perspectives des élevages laitiers. Il décrivit concrètement combien ces prix non rémunérateurs pèsent très lourdement sur les familles paysannes et expliqua les menaces sérieuses qui planent sur la pérennité de la production de lait en raison de l'absence de perspectives pour la jeune génération. « La rentabilité de la production laitière passe avant la croissance et nous avons, pour cette raison, besoin de quotas », telle fut la conclusion de son exposé.

Chargé de représenter la commissaire à l'agriculture de l'UE, madame Mariann Fischer-Boel, **Lars Hoelgaard**, directeur adjoint de la DG Agriculture de la Commission européenne, demeura indifférent aux arguments avancés. Dans son exposé, il expliqua clairement qu'une poursuite de la politique des quotas ne bénéficierait d'aucun appui au sein de la Commission. « La Commission européenne n'en veut pas, il ne se dégage aucune majorité qualifiée au Conseil des Ministres et aucune majorité ne se dessine au Parlement européen », anticipa Hoelgaard au sujet des votes encore prévus dans les différentes instances. « L'abolition des quotas ne sonne pas le glas de la production laitière », affirma Hoelgaard. Les exportations traditionnellement fortes de l'Union européenne sont en perte de vitesse et l'UE s'est même faite dépasser par un tout petit pays comme la Nouvelle-Zélande qu'il convient désormais de rattraper.

Le Vice-président de la commission parlementaire agricole, **Friedrich Wilhelm Graefe zu Baringdorf**, précisa que Hoelgaard s'était contenté d'aborder les perspectives d'exportation dans son exposé mais avait passé les prix sous silence. Il plaida pour qu'à l'avenir, le débat fasse le lien entre les quotas laitiers et la problématique du prix du lait : « Quiconque appelle aujourd'hui à une hausse des volumes et parle d'abolition des quotas, revendique aussi une baisse des prix. » En réponse à l'annonce de la Commission européenne de son refus de déposer une proposition de prolongation du régime des quotas au-delà de 2015, l'homme politique chargé de l'agriculture répliqua : « Il est certes correct que la Commission européenne dispose du droit d'initiative et le conservera également après la ratification du nouveau Traité européen. Cependant, si ce mouvement des producteurs laitiers garde la vigueur dont il fait preuve dans le débat sur le prix du lait, j'aimerais voir si la Commission osera ne pas déposer de proposition. » Simultanément, Graefe zu Baringdorf mit en garde ceux qui voudraient n'adresser leur revendication pour une limitation des volumes qu'aux seuls décideurs politiques. « La volonté de réguler les volumes doit émaner des agriculteurs. Ils ne doivent pas permettre la division en leurs rangs même au cas où les convoitises s'aigueraient dans le chef de certains exploitants tentés de produire plus de lait en cas de hausse des prix », déclara l'eurodéputé. La même solidarité que celle affichée par les producteurs de lait dans leur querelle avec les laiteries au sujet d'une augmentation des prix est tout aussi nécessaire dans le débat sur les volumes. « Ceci n'est que le début de la lutte », prédit-il.

Les producteurs de lait présents en prirent plus que jamais conscience à l'issue de l'exposé de Lars Hoelgaard. « Il nous faut entrer en jeu », avait déclaré **Sieta van Keimpema**, Vice-présidente néerlandaise de l'EMB, dans sa présentation de l'EMB le matin. Van Keimpema fut très sévère à l'égard des propositions de la Commission européenne en matière d'extension de la production laitière : « Le relèvement des quotas de 2% aura pour effet de faire chuter les prix. Lorsque certains prétendent que le marché pourrait absorber plus de lait, je me demande alors pourquoi les prix du lait baissent à nouveau. » Cependant, ce ne sont pas les volumes qui posent problème, mais le prix. « Il va sans dire que nous pourrions produire plus de lait. Mais dans ce cas, les prix doivent couvrir les coûts », exigea la Vice-présidente de l'EMB. « D'abord livrer le lait et ensuite vérifier le tarif ne constitue pas un modus operandi efficace pour les agriculteurs. Ce n'est qu'en négociant d'abord pour ensuite livrer que nous jouons activement notre rôle sur le marché », scanda-t-elle sous les applaudissements nourris des producteurs de lait.

A la clôture du congrès, les éleveurs de bétail laitier en Europe adoptèrent à l'unanimité une **résolution** reprenant les revendications pour de justes prix laitiers et les conditions cadres requises et exposant les conséquences, pour le lait, d'une politique des « prix planchers ».

Inédit à ce jour, ce congrès des producteurs de lait parvint à réunir 4 500 agriculteurs, dont la plupart voyagèrent de nuit pour assister à cette rencontre. Ce taux de participation est un indice infailible de la gravité de la situation des producteurs de lait. Comme l'explique un producteur de lait venu d'Autriche : « Ce fut une journée exceptionnelle et je retire beaucoup de motivation du fait qu'aujourd'hui, j'ai appris que mes collègues européens poursuivent le même objectif et s'engagent pour le groupement dans leur pays et en faveur de notre participation active au marché. »

A propos de l'EMB

Fondé il y a à peine deux ans, le European Milk Board regroupe déjà quelques 90 000 éleveurs de bétail laitier qui produisent 30 milliards kg de lait sur tout le territoire européen. L'EMB lutte pour une production laitière durable qui garantisse l'existence des producteurs de lait européens. A ces fins, une régulation du marché souple et modulée sur la demande s'avère indispensable. La finalité du congrès fut d'exprimer, publiquement et avec la fermeté nécessaire, cette revendication dans le lieu où le pouvoir décisionnel politique s'exerce et en présence de nombreux producteurs de lait.

Contact : Sonja Korspeter 0049/1786021685